

# ACEP

## Dirigeants locaux

### Compte rendu de la réunion du 28 novembre 2007 Bureau national Ottawa (Ontario)

---

**Présences :** 25 dirigeants locaux [s.v.p., me transmettre la liste qui a circulé]  
Président, ACEP

**Observateurs :** Directeur exécutif, ACEP  
Directeur des relations de travail, ACEP

La réunion commence à 16 h.

#### 1. Présentations

Le président invite les participants à se présenter eux-mêmes. Après un tour de table, le président souhaite la bienvenue aux dirigeants locaux et les invite à assister à l'AGA prévue pour le lendemain.

#### 2. Hausse possible des cotisations

Le président introduit le sujet en expliquant que le Comité des finances (CF) a recommandé au Conseil exécutif national (CEN) une hausse des cotisations. Le président explique également que le CEN a demandé au président et au personnel du bureau national de préparer divers scénarios de hausse des cotisations. Le président demande ensuite au président du CF de répondre aux questions sur le sujet.

Q. Quelles pressions justifient d'envisager une hausse des cotisations?

R. Il n'y a pas de pressions particulières. Toutefois, les dépenses en général augmentent. Le budget pour l'année à venir est prudent. Toutes les informations ne sont pas disponibles. Il y a de nouvelles dépenses : par exemple le coût d'un nouvel agent de classification nommé pour une période déterminée. L'an prochain, nous aurons une meilleure idée. À un moment donné, il faudra recommander aux membres une hausse des cotisations.

Q. Une augmentation entraînerait-elle un excédent?

R. Cela dépend du scénario de hausse des cotisations choisi.

Un membre du CF note qu'il a tenté d'amener le CEN à passer à l'action, mais sans résultat; il se dit inquiet de la baisse du fonds de réserve; les déficits prévus des deux prochaines années sont de 400 000 \$ et 600 000 \$ respectivement. Il y a un manque de volonté politique et de leadership à ce sujet. D'ici peu de temps, le fonds de réserve sera complètement épuisé. L'ACEP doit trouver une façon de répondre à ses besoins financiers sans en faire un enjeu électoral. Toutefois, quels que soient les moyens mis de l'avant pour veiller à des augmentations appropriées des cotisations, il faut aussi établir des mécanismes de contrôle qui fixent des paramètres à la discrétion du CEN.

Q. Quelles sont les pressions en matière de dotation?

R. Il y a peut-être un besoin d'accroître le nombre d'ART, ce qui entraînerait une augmentation du nombre de commis.

Le président demande d'envoyer au président du CF les suggestions sur la question d'un mécanisme d'augmentation des cotisations.

Un dirigeant local explique que la dernière hausse des cotisations a été un choc pour la plupart des membres. Si l'ACEP revient avec une autre forte augmentation, elle sera moins bien reçue que des hausses progressives.

Un dirigeant local suggère que le niveau des cotisations soit établi en fonction des besoins de l'organisation.

### **3. Cadre réglementaire des sections locales**

Le président introduit le sujet en disant que des dirigeants locaux avaient exprimé le besoin d'un cadre. Le document ne servirait que de guide. Le processus d'approbation serait le suivant : les observations recueillies aujourd'hui auprès des dirigeants locaux seraient intégrées au projet de document; le document serait distribué auprès des sections locales pour obtenir d'autres observations; l'ébauche finale serait soumise à l'approbation du CEN. Il n'est pas nécessaire de soumettre le document à l'approbation des membres. Il s'agit d'un document évolutif.

Un participant au Forum de l'Atlantique mentionne qu'une version antérieure a été discutée au forum. L'ébauche est un document de travail. L'échéance pour formuler des observations est modifiée. Prière d'envoyer vos observations à Michael Zinck avant la fin de janvier. Les dirigeants locaux ont déjà fait de nombreuses observations qui ont été intégrées au document.

Un dirigeant local observe qu'il n'est pas clair si le cadre est obligatoire ou facultatif pour les sections locales. Le document a l'air d'une charte des droits à l'intention de la direction et du conseil exécutif. Il doit correspondre aux points de

vue des membres qui paient des cotisations. Le texte impose des responsabilités aux sections locales plutôt que de laisser les membres décider.

Un autre dirigeant demande confirmation que le cadre sera facultatif. Sa section locale a des règlements depuis la création de l'ACEP, règlements approuvés par les membres. Il demande à être assuré qu'aucun document ne viendrait contredire les règlements de sa section locale.

Un autre dirigeant local ne voit pas le rapport entre le document et les règlements de sa section locale. La section locale s'est donné des règles de fonctionnement. Le document est trop contraignant pour les sections locales. Il demande si la section locale pourrait recruter de nouveaux bénévoles si elle était liée par le cadre.

La question est posée à savoir si le document devrait être prescriptif ou plus souple.

Un dirigeant local soutient qu'il faudrait éviter la répétition de ce qui existe déjà dans les Statuts et Règlements de l'ACEP. L'idée d'un cadre est excellente. Celui-ci peut aider les sections locales, mais ne doit pas être contraignant.

Selon quelques dirigeants locaux, le serment professionnel devrait être laissé de côté. Un dirigeant n'est pas d'accord et affirme que le serment souligne l'importance du rôle de dirigeant local, de même que la dignité du poste. Un autre dirigeant affirme que le serment est une bonne idée, mais que les agents locaux devraient rendre compte aux membres de la section locale. Il n'est pas nécessaire de mentionner ce point dans le document.

Quelqu'un affirme également que la liste des membres de la section locale devrait être mise à la disposition des agents locaux, qu'il serait impensable qu'il en soit autrement.

Quelqu'un affirme que le texte énonce des objectifs qui ne devraient pas être considérés comme des responsabilités des sections locales : par exemple, créer une bonne relation avec l'employeur.

Quelques dirigeants locaux disent que les problèmes de communication entre les sections locales et le bureau national sont la faute du bureau national. Les sections locales devraient recevoir des informations continues du bureau national.

Un dirigeant local suggère qu'une personne au bureau national joue un rôle de liaison avec les sections locales.

Un autre dirigeant local dit qu'il existe un problème de communication entre les sections locales et le CEN. Les sections locales devraient aussi examiner les

comptes rendus des réunions du CEN. Il y a un manque de connexion entre les sections locales et le CEN.

Le président avance que les conseils régionaux pourraient être le lien et il espère qu'il y ait davantage de conseils régionaux.

Un dirigeant local suggère qu'il serait bon de dresser une liste des services offerts par le bureau national. Un autre dirigeant ajoute que ce serait également une bonne idée de dresser une telle liste pour les sections locales.

Un dirigeant demande si l'ACEP a des chiffres sur les différents niveaux de développement des sections locales. Il suggère qu'il nous faut un point de référence et des chiffres pour mesurer les améliorations.

Le président de l'ACEP dit qu'il fera une certaine analyse.

Un dirigeant local signale que le document précise les fonctions des sections locales, mais pas leurs droits. Il est suggéré que le Comité d'examen de la gouvernance établisse un cadre pour les relations entre le bureau national et les sections locales.

Un dirigeant local se préoccupe du nombre de réunions qui s'ajoutent à l'AGA habituel des sections locales. On lui répond que ces réunions sont facultatives.

Un dirigeant affirme que les membres lui disent qu'ils veulent simplement que le syndicat soit accessible, disponible lorsqu'ils en ont besoin.

On s'inquiète du fait que les membres du CEN ne seraient pas autorisés à participer aux délibérations des réunions des sections locales.

Quelqu'un suggère de procéder à un examen de la gestion des opérations afin de faire des propositions sur les problèmes relevés aujourd'hui.

Il est suggéré de créer une page pour les sections locales sur le site Web de l'ACEP, d'en faire la publicité et d'envoyer aux délégués syndicaux des avis d'affichage. Le bureau national devrait rassembler l'information des sections locales et la diffuser aux autres sections locales, de façon proactive.

On signale que bien des membres n'ont pas de sections locales. Le site Web doit donc être davantage informatif.

Un dirigeant local affirme être surpris de toutes les informations qu'il a trouvées sur le site Web. Mais il ajoute qu'elles ne sont pas toujours faciles à trouver.

#### **4. Recommandation du Comité d'examen de la gouvernance**

Le président introduit le sujet en expliquant que les mandats des représentants nationaux ont été prolongés à trois ans. La question demeure à savoir si le mandat des membres des conseils exécutifs locaux doit être prolongé de un à deux ans ou trois ans.

Un dirigeant local dit que le mandat des représentants élus de sa section locale est de deux ans et qu'il revient à la section locale de décider du mandat.

Un autre dirigeant local mentionne que la direction de son ministère a demandé que la section locale établisse une certaine forme de continuité dans la direction de la section locale; il ajoute que la section locale a toujours eu des mandats de deux ans; le scrutin est électronique et n'a pas lieu à l'AGA annuelle, ce qui se traduit par un taux de participation beaucoup plus élevé. Il est suggéré d'envoyer les observations au président du Comité des Statuts et Règlements.

Une dirigeante locale explique que le mandat est d'un an dans sa section locale et que ce devrait être à chaque section locale de décider du mandat.

Un membre mentionne qu'il pourrait y avoir des dispositions spéciales pour éviter que des gens siègent indéfiniment à l'exécutif d'une section locale.

#### **4. Autres questions**

Modifications proposées aux Statuts : un dirigeant affirme qu'on ne devrait jamais présenter de propositions de type omnibus comme celle qui est soumise aux membres; le dossier actuel renferme de bonnes propositions et d'autres qui ne le sont pas.

Q. Quelqu'un demande l'historique de ce qui a amené à exclure les membres du CEN des réunions des sections locales.

R. Il est expliqué que le conseil avait discuté de la question et avait décidé qu'il serait utile de donner aux membres qui ne siègent pas au CEN la possibilité de faire des recommandations au CEN.

Le président explique que l'idée consistait à donner au Conseil des dirigeants locaux l'occasion de faire des recommandations au CEN et à s'assurer que le CEN devrait rendre compte au Conseil des dirigeants locaux. Les membres du CEN devraient se contenter d'écouter les autres membres et ne pas tenter d'influer sur les recommandations. Les membres du CEN ne peuvent pas voter, mais peuvent participer aux délibérations.

Un dirigeant local rappelle à ses collègues que les membres du CEN ne représentent par les intérêts locaux au CEN. Ils représentent tous les membres. Quelqu'un affirme qu'on ne devrait pas les empêcher de jouer les deux rôles. Au bout du compte, le CEN est souverain.

Le président de l'ACEP affirme que les modifications aux Statuts ne sont pas coulées dans le béton.

Un dirigeant local se dit inquiet que l'ACEP devienne une organisation fondée sur des règles, davantage préoccupée par son fonctionnement interne que par les intérêts des membres.

Budget : un dirigeant local affirme qu'il aimerait obtenir du président un engagement qu'il réglera le problème du déficit prévu et qu'il s'attaquera à la question d'un budget équilibré.